

Newsletter: apartheid (sanitaire)

27.01.2021

Categories: Apartheid et colonialisme, Droit international, Newsletter BDS Suisse

« Appeler les choses par leur véritable nom – apartheid – ne vient pas d'un moment de désespoir mais correspond plutôt à un moment de lucidité morale, à un pas sur une longue marche inspirée par l'espoir. Voyez la réalité pour ce qu'elle est, nommez-la sans broncher – et permettez la réalisation d'un avenir juste. »

Hagai El-Ad, directeur exécutif de B'Tselem

Depuis 15 ans, le mouvement BDS affirme que le gouvernement israélien mène une politique d'apartheid telle qu'elle est définie dans la Convention sur la répression et l'élimination du crime d'apartheid. Cette analyse est basée sur la nature discriminatoire de la politique israélienne, héritage de l'idéologie sioniste s'appliquant à tous les territoires sous son contrôle. Il a fallu du temps pour que cette analyse prenne racine dans le mouvement de solidarité avec la population palestinienne.

C'est à partir de l'année 2000, avec le 2^{ème} Intifada, que la question de l'apartheid dans le Territoire palestinien occupé (tPO) a pris de l'ampleur.

L'archevêque sud-africain [Desmond Tutu](#) n'a pas seulement dénoncé le crime d'apartheid en Israël, mais a aussi proposé de mesures de boycott pour y mettre fin. En 2012 la commission de l'ONU sur l'élimination de la discrimination raciale a dénoncé l'État d'Israël pour la ségrégation raciale qu'il pratiquait dans le tPO. Au sein de l'ONU, il y a eu plusieurs rapports portant sur la question de l'apartheid en Israël. En 2017 le [rapport de Richard Falk et Virginia Tilley](#), commandé par Commission économique et sociale de l'Asie Occidentale (CESAO), dénonce ce régime d'apartheid de manière catégorique. Suite à des pressions israéliennes et états-uniennes, le secrétaire général de l'ONU Guterres a fait retirer le rapport sur le site de l'ONU en invoquant des questions de procédure, mais personne n'y a trouvé la moindre erreur méthodologique ou analytique.

En 2018, la Knesset a passé une nouvelle Loi sur l'État-nation qui crée plusieurs catégories de citoyens

ayant des droits différents. Du coup l'aspect institutionnalisé de la politique d'apartheid israélienne ne pouvait plus être ignoré.

En juillet 2020, Yesh Din, une ONG israélienne d'avocats et juristes qui œuvre pour la protection des droits humains des Palestinien-ne-s vivant sous l'occupation en Cisjordanie, a publié un [avis juridique](#) qui a conclu que « le crime contre l'humanité de l'apartheid est commis en Cisjordanie », crime commis par le système israélien contre les Palestinien-ne-s. En janvier 2021, B'Tselem, une des grandes organisations israéliennes de défense des droits humains, a [dénoncé](#) la politique d'apartheid israélien dans le tPo et en Israël lui-même.

Suite à ces deux prises de positions, Gideon Levy, journaliste du [journal Haaretz](#), n'a pas hésité d'écrire : « Apprenez à connaître l'apartheid, l'Etat d'apartheid. Nous y vivons, nous en faisons partie, nous en sommes partenaires : C'est notre pays ».

Israël : Un système de santé basé sur l'apartheid

Dans cette période de pandémie où les questions concernant les vaccins, leur production et les délais de vaccination sont nombreuses, plusieurs médias vantent le succès d'Israël, le premier de classe en la matière. Par exemple, dans un [article](#) intitulé « Israël, le laboratoire de l'efficacité vaccinale », le journal « Le Monde » nous apprend qu'un mois après le début de la campagne 10% de la population a été vaccinée.

Mais cet article, comme beaucoup d'autres médias, omet de souligner que les 5 millions de Palestinien-ne-s, vivant sous l'occupation d'un État présenté comme un exemple à suivre, sont privés de vaccin.

Le journal britannique « [The Guardian](#) » se démarque d'autres médias en situant la question des vaccinations dans un contexte plus large. D'une part, il rappelle que la priorité que met Netanyahu sur les vaccins est en lien étroit avec les élections prévues en mars. D'autre part, ce journal soulève la question de l'exclusion des Palestinien-ne-s : « Des millions de Palestiniens vivant sous contrôle israélien en Cisjordanie occupée et à Gaza ne sont pas inclus dans la campagne de vaccination, ce qui conduit à des accusations selon lesquelles le pays se soustrait à ses obligations morales, humanitaires et juridiques. »

[Un article de Yara Hawari](#) de « Al Shabaka » (en anglais) publié par « Al Jazeera » propose une analyse plus fouillée et complète de la situation dramatique des Palestinien-ne-s, encore aggravée dans le contexte de la pandémie.

Un système de santé, aussi performant qu'il soit, qui pratique une discrimination systématique et institutionnalisée contre un groupe de personnes est un système de santé basé sur l'apartheid – un crime contre l'humanité.

Signez la [pétition d'Avaz](#) « Non à l'apartheid sanitaire ».

La pétition demande à l'UE de rappeler fermement à Israël ses obligations en vertu du droit international en tant que puissance occupante dans le domaine de la santé, et de suspendre la coopération avec Israël jusqu'à ce que ces obligations soient remplies.

